Revue européenne des migrations internationales

vol. 31 - n°3 et 4 | 2015

Migrations au Maghreb et au Moyen-Orient : le temps des révolutions / Numéro ouvert

Le « printemps arabe » : une révolution pour l'émigration égyptienne ?

The Arab Spring: A Revolution for the Egyptian Emigration?

La «primavera árabe»: ¿una revolución para la emigración egipcia?

Delphine Pagès-El Karoui

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/7417>

DOI : 10.4000/remi.7417

ISSN : 1777-5418

Traduction(s) :

The Arab Spring: A Revolution for Egyptian Emigration? - URL : <https://journals.openedition.org/remi/8481> [en]

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 145-169

ISBN : 979-10-90426-26-9

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Delphine Pagès-El Karoui, « Le « printemps arabe » : une révolution pour l'émigration égyptienne ? », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 31 - n°3 et 4 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/7417> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.7417>

Le « printemps arabe » : une révolution pour l'émigration égyptienne ?

❖ Delphine Pagès-El Karoui¹

« Moi, je suis parti, j'ai quitté l'Égypte en partie à cause des raisons pour lesquelles la révolution a éclaté. [...] C'était pour la justice sociale, je sentais qu'on n'était pas libre en Égypte, on peut pas tout dire, pas tout faire », Hussein, Paris, 15 février 2013 (Ricci, 2013 : 86).

En Égypte, émigration et révolution partagent les mêmes raisons structurelles : les dysfonctionnements économiques (chômage, sous-emploi, salaires faibles, etc.), politiques (autoritarisme, corruption, clientélisme, etc.) et sociaux (inégalités socio-spatiales, poids du patriarcat, coût élevé du mariage, etc.) constituent les principaux motifs d'émigration et, parallèlement, les éléments déclencheurs de la révolution du 25 janvier 2011 (Pagès-El Karoui et Vignal, 2011). L'émigration massive, encouragée par les pouvoirs publics égyptiens depuis les années 1970, notamment pour les diplômés, a constitué une échappatoire aux dysfonctionnements du système, comme un moyen d'exporter la contestation latente et de renforcer les structures de la domination autoritaire, en empêchant le renouvellement des élites (De Bel-Air, 2014). En même temps, elle a participé aux transformations de la société égyptienne (individualisation, essor de la société de consommation, plus grande ouverture au monde, etc.) qui ont rendu possible un soulèvement populaire contre le régime autoritaire (Pagès-El Karoui, 2012a) et la chute du président Moubarak. L'émigration égyptienne a-t-elle été remise en cause par l'ébranlement de l'ordre politique en Égypte et dans la région² ?

2011 constitue indéniablement une date clé de l'histoire du monde arabe. Peut-on en dire autant pour celle des migrations égyptiennes³ ? L'année 2011 clôt-elle un cycle migratoire pour l'Égypte, celui inauguré en 1990, avec la guerre du Golfe qui a vu le retour de très nombreux Égyptiens d'Irak et des pays pétroliers de la péninsule arabique ? Nous interrogerons la manière dont l'émigration égyptienne a été affectée par les turbulences politiques, économiques, géopolitiques liées aux révolutions arabes. Et cela, sous deux angles. Premièrement, les changements politiques et géopolitiques initiés depuis 2011 ont-ils introduit des

1 Maître de conférences à l'INALCO en délégation CNRS à l'URMIS (2014-2015), 65 rue des Grands Moulins, 75013 Paris ; dpages@inalco.fr

2 Cette recherche a été financée dans le cadre des programmes de recherche SYSREMO (ANR) et ECOMIG (IRD) ainsi que par l'URMIS.

3 Pour un aperçu de l'impact des révolutions arabes sur le système migratoire égyptien (émigration et immigration), voir Pagès-El Karoui (2015).

ruptures en termes de flux et de pays de destination de l'émigration égyptienne ? La période révolutionnaire a considérablement modifié l'imaginaire migratoire, tant du côté des Égyptiens qui choisissent de quitter l'Égypte ou de rester vivre à l'étranger que de celui des pays d'accueil. La refondation du récit national – ou imaginaire national dans la lignée des travaux d'Anderson (2006) – s'est cristallisée autour de la place Tahrir pendant les dix-huit jours qui ont précédé la chute de Moubarak : les Égyptiens ont entrevu la possibilité d'une nouvelle Égypte, débarrassée de ses clivages et de ses dysfonctionnements, plus démocratique et plus égalitaire, dans laquelle ils pourraient bâtir un futur sans avoir à s'expatrier.

Le cas égyptien illustre bien l'extrême volatilité de la situation révolutionnaire qui se traduit par des changements brutaux, des retournements. La prise en compte des différentes temporalités s'avère donc nécessaire pour bien comprendre les processus. Le sentiment d'unité nationale vécu intensément pendant les dix-huit jours (25 janvier-11 février 2011) s'est assez rapidement effondré, après la disparition de l'ennemi commun (Moubarak), pendant la période de transition gérée par l'armée. Le récit national a ensuite pris une coloration plus islamiste et peu démocratique sous la présidence du candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi (juin 2012-juillet 2013). Enfin le retour en force de l'armée, suite à un immense mécontentement populaire, sanctionnée ensuite par l'élection à la présidence de la République du maréchal Sissi, en juin 2014, a clos pour un temps la transition politique. Les ondes de choc de ces réinventions successives se sont propagées dans les diasporas égyptiennes.

Ce qui nous conduit à notre deuxième question : comment les Égyptiens vivant à l'étranger ont-ils vécu ces moments historiques ? Nous faisons l'hypothèse que, dans les premiers temps, le processus révolutionnaire a conduit à une intensification des pratiques transnationales des émigrés et même ponctuellement à l'amorce d'un processus de « diasporisation », c'est-à-dire de construction d'un sentiment d'appartenance à une diaspora égyptienne, à une unité collective nationale hors du territoire, au-delà des multiples clivages. Ce sentiment a disparu rapidement en écho aux divisions venues d'Égypte. Les quatre périodes ont donné lieu à des impacts différents sur les flux et les connexions transnationales des migrants égyptiens.

Quels impacts des révolutions arabes sur les flux migratoires égyptiens ?

On étudiera la façon dont le contexte post-révolutionnaire a pu influencer les retours des Égyptiens vivant à l'étranger, tout en suscitant de nouveaux départs, alors que les politiques migratoires ont été davantage transformées dans certains pays d'accueil de la main-d'œuvre égyptienne qu'en Égypte elle-même.

Des retours volontaires, forcés et différés

Répondre par des chiffres à l'impact des révolutions arabes sur les flux migratoires égyptiens relève de la gageure, alors que nous avons déjà des difficultés à estimer le nombre d'Égyptiens vivant à l'étranger : les estimations varient entre 2 et 8 millions (Abdelfattah, 2011 ; Fargues et Fandrich, 2012 ; Zohry, 2013). Il est encore plus compliqué de savoir combien sont retournés depuis 2011, les retours étant, par définition, plus difficiles à quantifier.

Retours volontaires (et souvent temporaires) des qualifiés

Portés par l'immense espoir de changements rapides, de nombreux migrants, qualifiés pour la plupart, ont quitté leur vie à l'étranger pour participer à la révolution, puis à la reconstruction du pays (Premazzi *et al.*, 2013). Wael Ghonim, l'administrateur de la page Facebook *Nous sommes tous Khaled Saïd*⁴, a quitté son poste de directeur régional du marketing de Google à Dubaï pour participer à la manifestation du 25 janvier 2011 (Ghonim, 2012). C'est aussi le cas de la romancière et universitaire égypto-canadienne, May Telmissany, qui confesse : « *Après la révolution, j'ai voulu rentrer chez moi et participer à la lutte contre la dictature* »⁵ ; ou encore de Mohamed, par exemple, qui vit en France depuis 2000. Après s'être investi dans l'organisation de la mobilisation en France, il décide le 9 février de rentrer en Égypte pour aller sur la place Tahrir, mais ne reste qu'un mois⁶. Ceux qui tentent l'expérience sont souvent des binationaux qui résident en Occident⁷. Contrairement à la Tunisie où de nombreux Franco-Tunisiens ont participé aux gouvernements post-révolutionnaires, ces binationaux ne se sont pas vus offrir des places équivalentes. En revanche, comme en Tunisie, ces binationaux à la double culture sont souvent perçus comme des étrangers : May Telmissany raconte comment, dans les manifestations, on s'adressait à elle en anglais et décrit l'étonnement de ses interlocuteurs quand elle leur répondait en arabe qu'elle était égyptienne.

Le retour des émigrés est au cœur d'un feuilleton télévisé diffusé pour le ramadan 2014, *Ambrâturiyat Mîn* (*L'empire de qui ?*⁸). La série dépeint le retour d'Amira, une Égypto-Anglaise qui réussit à convaincre sa famille de quitter sa belle villa de Londres pour retourner au Caire et participer à la révolution, pleine d'espoir et d'ambitions pour contribuer à l'avènement d'une nouvelle Égypte. Le feuilleton joue sur l'entrelacement de l'histoire personnelle de l'héroïne, une succession de désillusions et de frustrations, et de l'histoire post-révolutionnaire. Dès son voyage en avion, Amira réalise que sa vision de l'Égypte, qu'elle a quittée il y a longtemps, ne correspond pas à celle de 2011. Ses belles ambitions et sa quête d'une Égypte authentique perdue sont contrecarrées par une succession d'obstacles. Le premier épisode s'achève sur l'arrivée en Égypte, alors qu'Amira finit son voyage menottée à l'arrière de l'appareil, suite à son exaspération face aux incivilités qu'elle a dû subir. Cette scène annonce l'épisode final où Amira et sa famille sont arrêtées, au motif d'espionnage pour l'étranger, accusation montée de toutes pièces par les services secrets et les médias. C'est donc bien la loyauté des binationaux qui est mise en question par le pouvoir.

4 Khaled Saïd est un jeune Alexandrin, tué en juin 2010 par la police, parce qu'il avait diffusé sur Internet une vidéo dénonçant la corruption de la police. Sa mort a suscité un immense émoi chez les Égyptiens. La page Facebook en son honneur a joué un grand rôle dans l'organisation des manifestations de janvier 2011.

5 May Telmissany, invitée du cycle de conférences, « Paroles de créateurs », à l'INALCO, le 16 juin 2015.

6 Entretien réalisé à Paris en juin 2015.

7 Dans les pays du Golfe, l'accès à la nationalité est extrêmement restreint.

8 Le titre repose sur un jeu de mots en arabe qui renvoie à celui d'un célèbre film des années 1970, *Ambrâturiyat Mîm*, *L'empire de M.*

Même si la plupart avait l'intention de retourner s'installer définitivement en Égypte, leur optimisme a été de courte durée et une grande partie est repartie vivre dans son pays d'accueil.

Retours forcés de Libye

Plusieurs centaines de milliers d'Égyptiens sont rentrés d'Arabie saoudite en 2013, dans le cadre des expulsions menées contre les migrants irréguliers (voir infra) et un nombre tout aussi important a dû fuir la Libye. Les Égyptiens étaient en effet très nombreux à travailler en Libye qui leur avait ouvert ses portes au début des années 1990⁹, au moment où les départs vers l'Irak se tarissaient à cause de la guerre du Golfe (Fargues, 2000). Il s'agissait surtout de migrants peu qualifiés, venant de régions pauvres comme la Haute-Égypte et qui travaillaient notamment dans le secteur de la construction. En 2011, le pays glisse rapidement vers la guerre civile. L'intervention occidentale en mars se solde par la chute de Kadhafi en octobre. Se déclenche alors la crise migratoire la plus importante dans la région depuis celle de la guerre du Golfe en 1990 et avant le drame syrien qui va pousser à l'exode des millions de personnes. Affluent aux frontières de la Libye, à la fois des Libyens, mais aussi des travailleurs étrangers qui fuient les combats. Les pays d'origine et les organisations internationales, comme l'OIM (Organisation Internationale des Migrations) et le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) se mobilisent pour aider au rapatriement des migrants (Abdelfattah, 2011).

On distingue plusieurs vagues de retours pour les Égyptiens : en 2011, plusieurs centaines de milliers sont rentrés en Égypte, soit directement, soit en passant par la Tunisie, pour ceux qui habitaient à l'ouest de la Libye (Zohry, 2013)¹⁰. À l'été 2014, suite à des affrontements violents à Tripoli, 15 000 Égyptiens ont quitté le pays. La troisième vague date de février 2015 : le nombre de migrants égyptiens officiels est alors estimé entre 200 000 et 250 000 personnes¹¹. Plus de 50 000 Égyptiens rentrent suite à la décapitation de vingt-et-un Égyptiens coptes (chrétiens) par l'État islamique (EI), et dont l'assassinat est immédiatement diffusé sur les réseaux sociaux. L'Égypte réplique aussitôt par des frappes aériennes en représailles contre l'EI, avec l'aide des Émirats. Durant cette période, d'autres Égyptiens, dont beaucoup de coptes, ont été kidnappés ou assassinés, généralement par des milices islamistes. Les migrants égyptiens se retrouvent donc otages de la géopolitique régionale et les coptes constituent une cible doublement symbolique, à la fois en tant que chrétiens dans un contexte de violences sectaires et en tant qu'Égyptiens, en représailles de la politique de leur pays, doublement accusé par les agresseurs, de soutenir les loyalistes dans l'est de la Libye et d'avoir chassé les Frères musulmans en Égypte en juillet 2013.

9 Avant 2011, les ministères égyptiens annonçaient 2 millions d'Égyptiens présents en Libye. Ils étaient plutôt 830 000, selon les estimations libyennes (Pliez, 2015).

10 L'OIM dénombre 173 873 Égyptiens rentrés de Libye de façon organisée, sans compter ceux qui sont rentrés par leurs propres moyens (OIM, 2013).

11 Ahmed Nadia (2015) In pursuit of bread: Why Egyptian workers are willing to risk their lives in Libya, *Mada Masr*, 16/02/2015, [online] last checked on 04/05/2015. URL: <http://www.madamasr.com/sections/politics/pursuit-bread-why-egyptian-workers-are-willing-risk-their-lives-libya>

Ces retours massifs sont redoutés par les autorités égyptiennes, pour leur impact sur un marché de l'emploi déjà désastreux. Les retournés et leurs familles se retrouvent dans une telle précarité que l'Égypte a demandé au Programme Alimentaire Mondial de l'ONU de mettre en place, dans certains gouvernorats de Haute-Égypte, une assistance spécifique, qui offre des denrées alimentaires, en échange du suivi d'une formation professionnelle¹². L'OIM a lancé des plateformes d'information, pour aider à la réinsertion des retournés, notamment en leur donnant accès à des offres d'emplois et des services de santé¹³. En raison de cette extrême précarité et en dépit des avertissements du gouvernement égyptien déconseillant à ses ressortissants de s'y rendre, les migrants les plus pauvres retournent assez rapidement en Libye. Certains n'hésitent pas à emprunter des filières illégales : plusieurs Égyptiens ont été trouvés morts dans le désert, abandonnés par les passeurs. Début juillet 2015, des dizaines d'Égyptiens étaient arrêtés à proximité du poste-frontière de Salloum, ou de l'oasis de Siwa alors qu'ils tentaient d'entrer illégalement en Libye¹⁴. En dépit de l'effondrement de l'État libyen, la lutte contre l'immigration illégale se poursuit : en 2013, 2 000 Égyptiens n'ont pas pu rentrer en Libye, après les vacances de l'Aid, faute de visa de résidence valide¹⁵ et 360 ont été renvoyés directement de l'aéroport de Misrata parce que détenteurs de faux permis de résidence.

Retours différés

La situation actuelle en Égypte apparaît tellement catastrophique, que beaucoup d'Égyptiens vivant à l'étranger diffèrent leur retour, quand ils le peuvent. Parmi les migrants interrogés aux Émirats en 2014 et 2015, la très grande majorité ne souhaitait pas rentrer dans l'immédiat. Certains souhaitaient même repartir vers un pays occidental, le Canada bien souvent, afin d'obtenir une autre nationalité. Cette stratégie, qui existait avant 2011 et qui s'est renforcée depuis, permet de minimiser les risques liés à la révolution. Le passeport occidental offre aux classes moyennes et supérieures diplômées une sécurité pour une mobilité internationale beaucoup plus souple que celle accordée aux détenteurs d'un passeport égyptien. Une fois le passeport acquis, certains n'hésitent pas à rentrer en Égypte ou dans le Golfe, munis de leur précieux sésame qui leur permettra d'en repartir facilement. Dans une école américaine de Maadi, quartier chic du sud du Caire, près de la moitié des enfants scolarisés sont en réalité égypto-américains¹⁶. Récemment, le Canada a voté une nouvelle loi sur la citoyenneté canadienne qui risque de contrecarrer ces projets : le temps de résidence est allongé avant de pouvoir obtenir la nationalité et une déclaration d'intention de résider dans le pays devient obligatoire, afin d'éviter ce que l'État appelle la « citoyenneté de convenance ».

12 Irin News (2011) *Egypt-Libya: Returnees struggle to survive*, 02/11/2011, [online]. URL: <http://www.irinnews.org/report/94128/egypt-libya-returnees-struggle-to-survive>

13 Entretiens avec un cadre de l'OIM, Le Caire, janvier 2015.

14 Ahramonline (2015) *Egypt's border guards stop 121 from passing to Libya*, 03/07/2015, [online]. URL: <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/134441/Egypt/Politics-/Egyptys-border-guards-stop-from-passing-to-Libya.aspx>

15 Reuters (2013) *Libya sends back 360 Egyptians arriving with forged visas: state media*, 01/12/2013, [online]. URL: <http://www.reuters.com/article/2013/12/01/us-libya-egypt-idUSBRE9B00H220131201>

16 Entretien avec un parent d'élève au Caire, en janvier 2015.

Départs : l'émigration continue

Plusieurs sondages (IOM, 2011 ; Zohry, 2013) relativisent l'impact de la révolution sur les désirs d'émigration : ceux qui souhaitent partir après 2011 en avaient généralement l'intention avant cette date. Toutefois, de nouveaux motifs apparaissent, comme l'insécurité et l'instabilité. Selon un autre sondage, effectué à plusieurs reprises en août 2011 et décembre 2014, le pourcentage de ceux qui désirent émigrer varie entre 11 et 17 %¹⁷. Les départs se poursuivent donc et le retour à l'autoritarisme avec le maréchal Sissi, qui tente de relancer durablement l'économie, ne parvient pas à les endiguer.

Ruptures et continuités dans les profils d'émigrés

Des jeunes hommes peu qualifiés qui ne parviennent pas à trouver un emploi partent vers les pays arabes ou vont grossir les rangs des migrants irréguliers en Europe. Comme en Tunisie, l'effondrement de l'État dans les premiers mois de 2011 a offert des opportunités pour partir de manière illégale à ceux qui en avaient le projet. De nombreux mineurs isolés tentent leur chance, car ils sont censés ne pas être expulsables d'Europe : déjà en 2008, 35 % des migrants irréguliers égyptiens interceptés à Lampedusa¹⁸ étaient des garçons mineurs non accompagnés¹⁹. Des coptes émigrent massivement, sous la présidence de Morsi qui a vu les tensions confessionnelles attisées, vers les pôles traditionnels de la diaspora copte, États-Unis, Canada, Australie et Europe²⁰. Les raisons de leur départ peuvent être à la fois économiques et politiques, même si certains évitent de mettre en avant l'aspect confessionnel, lorsqu'ils sont interviewés. Des entrepreneurs se sont détournés de l'Égypte, pour monter des affaires dans le Golfe : pour certains, Dubaï représente une base de repli, où ils installent leur famille alors qu'ils font des aller-retour entre le Golfe et l'Égypte. Des personnes appartenant aux classes moyennes et supérieures s'installent dans le Golfe ou en Amérique du Nord, inquiètes de la situation politique intérieure et de l'insécurité. Des cadres des Frères musulmans, après la destitution du président Morsi en juillet 2013 et le massacre de la place Rabaa al-Adawiya, s'exilent au Qatar, en Tunisie ou en Turquie. Après le retour de l'armée au pouvoir, quelques intellectuels (une minorité, car la majorité soutient l'armée) et des artistes sont aussi partis : Mohamed Hashem, un révolutionnaire hostile au pouvoir, fondateur d'une grande maison d'édition égyptienne, Meritt, a annoncé sur sa page Facebook, en octobre 2013, son départ, l'émigration lui apparaissant comme seule voie possible devant le silence assourdissant des élites.

17 Document en arabe de l'IDSC (Information and Decision Support Center), *think-tank* du gouvernement égyptien. Il convient de souligner que la question posée comporte un biais important, car elle évoque l'émigration permanente qui, pour les Égyptiens, est associée à la migration vers l'Occident. Le désir de migration vers les pays arabes, et notamment du Golfe, migration pensée, elle, comme temporaire, risque bien d'être sous-évalué.

18 En Italie, en 2010, l'Égypte arrive au quatrième rang des nationalités pour les mineurs isolés, après l'Afghanistan, le Bangladesh et l'Albanie (Senovilla Hernandez, 2013).

19 FRONTEx (2010) *Unaccompanied Minors in the Migration Process*, [online]. URL: http://frontex.europa.eu/assets/Attachments_News/unaccompanied_minors_public_5_dec.pdf

20 D'après une étude menée par Girgis et Osman, citée par Zohry (2013), la révolution a joué un rôle de déclencheur important : 75 % des coptes interrogés ont pensé à émigrer après la révolution, alors que ce chiffre tombe à 42 % pour les musulmans.

Ainsi le profil de ceux qui ont quitté l'Égypte après 2011 peut varier en fonction des temporalités politiques, sans qu'il y ait de profondes ruptures avec la période précédente.

Stabilité des destinations et réductions des opportunités de migrer

En mars 2011, des jeunes Égyptiens interrogés privilégiaient cinq destinations : Arabie saoudite, Émirats arabes unis, États-Unis, Koweït et Italie (IOM, 2011). L'absence de données statistiques dans le Golfe ne permet pas de savoir combien il y a d'Égyptiens et s'ils sont plus ou moins nombreux après 2011. Cependant, les enquêtes de terrain attestent d'une difficulté accrue à émigrer vers le Golfe après 2011. Redoutant la propagation de la contestation sur leur sol²¹, les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et les Émirats, deux grands pays d'accueil des Égyptiens, ont modifié leurs politiques publiques. D'une part, ils ont renforcé les contrôles sécuritaires des flux migratoires de pays touchés par la contestation révolutionnaire – par exemple, ils veillent à ne pas accueillir des Égyptiens connus comme révolutionnaires ou islamistes (à l'exception du Qatar qui a reçu des Frères musulmans) – et d'autre part, ils ont relancé leurs politiques de nationalisation des emplois, créé une indemnité-chômage, afin de ne pas reproduire chez leurs concitoyens les mêmes conditions « prérévolutionnaires » d'une jeunesse diplômée, sans emploi et contestataire.

Aux Émirats, juste après la chute de Moubarak, de nombreux Égyptiens se sont vus refuser leur permis de travail ou bien le renouvellement des contrats existants. La crainte de la contagion révolutionnaire ne constitue pas la seule raison de ces mesures. Il est probable que les migrants égyptiens se soient retrouvé les otages des relations bilatérales diplomatiques et économiques entre les deux pays. Cette fermeture a été interprétée, par certains Égyptiens, comme l'expression du mécontentement des Émirats face à la décision d'intenter un procès à Moubarak et de se rapprocher de l'Iran, mais aussi de leur irritation face à l'arrêt de leurs grands projets immobiliers dans les villes nouvelles du Caire, accusés d'illégalité et de corruption et pour lesquels plusieurs ministres égyptiens étaient en prison (Abdelfattah, 2011). Les enquêtes de terrain, menées en 2014 et en 2015, ont confirmé ces difficultés persistantes pour les Égyptiens cherchant à renouveler leurs permis de résidence ou à venir travailler aux Émirats. Ces derniers ont expulsé des Frères musulmans égyptiens et ont rapidement renvoyé chez eux des migrants égyptiens exprimant un soutien à Ben Laden, après sa mort en 2011²². Cependant, on constate que les Égyptiens continuent de s'installer à Dubaï après la révolution, alors que les Émirats et l'Égypte entretiennent depuis 2013 de bonnes relations et qu'ils mènent des opérations militaires conjointes en Libye. En outre, les Émirats soutiennent financièrement l'Égypte.

En juin 2011, l'Arabie saoudite relance sa politique de contrôle de l'immigration, avec pour priorité la lutte contre l'immigration illégale : plusieurs centaines de milliers de travailleurs étrangers sont expulsés (Thiollet, 2013 ; Beaugrand, 2013), et 300 000 Égyptiens, selon la presse, ont quitté volontairement le pays

21 Voir l'article d'Hélène Thiollet dans ce numéro.

22 Entretien avec Amin, informaticien égyptien, à Dubaï, en février 2015.

parce qu'ils ne sont pas en règle²³. Parallèlement, Riyad relance sa politique de « saoudisation » des emplois. Ces mesures, même si elles ne visent pas directement les Égyptiens comme certains l'affirment (Abdelfattah, 2011), les touchent dès lors qu'ils constituent l'une des premières communautés étrangères en Arabie saoudite.

L'année 2011 ne semble pas avoir introduit de ruptures majeures dans d'autres pays et régions du monde (Fargues et Fandrich, 2012), ou alors elles sont antérieures : en Jordanie, où les Égyptiens représentent 82 % de la population active masculine étrangère (Roussel, 2012), le nombre de permis de travail chute de 11 % entre 2009 et 2010 (Pagès-El Karoui, 2015), ce qui conforte la proposition de De Bel-Air (2014), selon laquelle les révolutions arabes se seraient déclenchées dans un contexte de réduction des opportunités migratoires, à la fois en raison de la crise économique de 2008 et des relances de politiques de nationalisation de la main-d'œuvre. En 2009, les autorités égyptiennes redoutaient l'imminence d'une crise migratoire, inquiètes de voir les taux de chômage remonter et craignant le retour massif de ses émigrés (Zohry, 2009). Aux États-Unis, on constate aussi une baisse entre 2007 et 2011 de l'attribution de statuts de résidents permanents, puis les chiffres repartent à la hausse à partir de 2012 (Graphique 1). Pour les naturalisations, la courbe est sensiblement la même (Graphique 2).

En Europe, en revanche, selon Eurostat, l'émigration égyptienne augmente depuis 2007 : plus 19 % en Allemagne, 22 % en Grande-Bretagne, 45 % en Espagne et 58 % en Italie. Le nombre de permis de séjour est en constante augmentation depuis 2008 : en 2013, près de 200 000 Égyptiens sont des résidents officiels, dont 135 000 en Italie. Cependant, en Italie, le nombre de premiers permis de séjour a considérablement baissé : 12 855 sont accordés en 2011, contre 20 532 en 2010. L'Italie, qui doit faire face seule à une très forte pression migratoire, renforcée depuis les révolutions arabes, a peut-être choisi d'être plus stricte face aux nouveaux arrivants, tout en permettant à une communauté égyptienne déjà bien implantée de renouveler ses permis de résidence.

La révolution comme déterminant des trajectoires migratoires ?

Pour certains parcours, la révolution a joué le rôle déterminant dans le départ. Ainsi, Medhat, à la tête de deux entreprises dans le tourisme et le conseil en Égypte, quitte son pays juste après la révolution, en mars 2011 :

« Après la révolution, j'ai vu que l'Égypte entrait dans le chaos (fawda), je suis resté deux mois sans revenus, ni dans le conseil, ni dans le tourisme. J'ai perdu mes contrats en Égypte et en Libye » (Medhat, Dubaï, 2015).

23 Arab News (2013) *Expat remittances to Egypt nosedive*, 26/11/2013, [online]. URL: <http://www.arabnews.com/news/483296>

Graphique 1 : Nombre d'Égyptiens qui obtiennent un statut de résident permanent aux États-Unis

Source : U.S. Department of Homeland Security.

Graphique 2 : Naturalisations d'Égyptiens aux États-Unis

Source : U.S. Department of Homeland Security.

Il part d'abord seul en Angleterre, où sa belle-famille est bien implantée. Il monte une entreprise de location d'appartements pour les touristes du Golfe, mais celle-ci, avec la crise, vivote. Il décide alors de s'installer à Dubaï où on lui propose un poste et sa famille le rejoint. Après avoir travaillé dans plusieurs entreprises, il ouvre au début de 2015 sa propre affaire, une antenne d'une compagnie de tourisme asiatique. Il dit avoir pris cette décision au moment où il a compris qu'il ne pourrait pas rentrer avant plusieurs années au Caire, voyant l'impact de la guerre en Libye, en Syrie, au Yémen et le rôle de Daech.

Pour Rania, ingénieure trentenaire et célibataire qui a vécu seule à Dubaï entre 2012 et 2014, l'expatriation n'a rien à voir avec la révolution, mais est fortement liée à son histoire personnelle. Elle part à la suite d'une rupture sentimentale, mais ne se satisfait pas du mode de vie à Dubaï qu'elle juge superficiel. Elle décide de rentrer au bout d'un an. Interrogée au Caire en janvier 2015, elle envisage de retourner à Dubaï :

« Au Caire, après la révolution, on se déplace moins, on préfère rester à la maison. On ne se voit pas. Les amis ne se sentent pas en sécurité pour se voir, maintenant la vie sociale est moins chargée. [...] Je dis la même chose à ceux qui veulent rentrer pour la famille. Restez là-bas, on ne se voit pas tant que ça » (Rania, Le Caire, janvier 2015).

Cette question de l'insécurité est souvent présente dans les discours des migrants qui en font parfois un motif de départ²⁴.

Les retombées des révolutions arabes sur les politiques migratoires

Si l'on excepte le droit de vote accordé aux Égyptiens de l'étranger en 2011, les politiques migratoires liées à l'émigration, côté égyptien, ne sont pas profondément modifiées par la révolution²⁵. La question ne constitue pas vraiment une priorité pour les pouvoirs en place. Sous le président Morsi, les Frères musulmans entendent favoriser des migrations circulaires plutôt en direction des pays arabes, et s'inquiètent de la concurrence des travailleurs asiatiques dans le Golfe (Hafez et Ghaly, 2012). En revanche, elles ont eu un impact sur les politiques migratoires des pays de Golfe, on vient de le voir, mais aussi sur celles en Europe. Si la Libye est devenue le lieu principal de départs des bateaux tentant de traverser la Méditerranée et dont les naufrages tragiques se sont succédé depuis le printemps 2015, des bateaux partent aussi des côtes égyptiennes d'Alexandrie, de Rosette ou de Damiette. L'Union européenne a engagé des pourparlers avec l'Égypte et la Tunisie, qu'elle souhaite impliquer davantage dans la surveillance des côtes libyennes et dans le sauvetage des migrants. C'est là un des impacts majeurs des révolutions arabes sur le système migratoire méditerranéen, avec une Europe qui cherche à renforcer l'externalisation de ses politiques migratoires vers ses marges sud. Mais, il ne s'agit pas vraiment d'une nouveauté.

24 Lors d'un entretien, l'incident suivant m'a été rapporté : une femme, dont le mari vivait à Dubaï, est arrêtée au Caire, alors qu'elle était en voiture avec son enfant, par des hommes armés. Ces derniers demandent une rançon à son mari qui réussit à négocier leur libération et décide alors de les faire venir vivre à Dubaï avec lui.

25 Il y aurait en revanche beaucoup plus à dire sur le virage sécuritaire dans le traitement des immigrés en Égypte après 2011, mais cela ne rentre pas dans le cadre de cet article.

Si le bilan de l'impact des révolutions arabes sur les flux égyptiens s'avère compliqué à établir, car des mouvements de départs et de retours, difficiles à quantifier, se conjuguent, l'impact sur les communautés expatriées est plus lisible, même si l'analyse reste soumise aux différentes temporalités et aux contextes politiques très changeants.

Les répercussions de la révolution chez les Égyptiens de l'étranger

Dans un premier temps, le processus révolutionnaire correspond à un moment d'intensification des pratiques transnationales pour de nombreux Égyptiens vivant à l'étranger : intérêt renouvelé et liens renforcés avec l'Égypte (hausse des remises, des contacts réels ou virtuels, sur les réseaux sociaux, multiplication des mobilisations, etc.) émergence de nouvelles pratiques transnationales, comme le vote à distance ou les manifestations dans les pays de résidence. Les Égyptiens souvent discrets et peu connus des sociétés d'accueil acquièrent alors une visibilité nouvelle, dès lors qu'ils se rassemblent et se mobilisent. Peut-on aller plus loin et voir aussi dans ces événements la construction d'une diaspora émergente ? Rien n'est moins certain, car si les lendemains de la révolution du 25 janvier ont pu être interprétés comme un moment où les Égyptiens à l'étranger, très peu organisés, ont commencé à se réunir, parvenant à dépasser leurs divergences, la destitution du président Morsi en juillet 2013 a largement entamé le processus de structuration de cette immigration.

Mobilisations à l'étranger

La fierté retrouvée d'être égyptien

La révolution du 25 janvier, surnommée « révolution de la dignité », a ranimé chez les Égyptiens à l'étranger le sentiment d'un profond attachement à la patrie, mêlé à celui, nouveau, de fierté et de destin partagé. Après la chute de Moubarak, les émigrés se saisissent de l'imaginaire de la nouvelle Égypte qui s'est construit pendant les dix-huit jours sur la place Tahrir, devenue l'icône révolutionnaire. Ce moment utopique où la société égyptienne s'est rêvée unie, capable de dépasser tous ses clivages a permis la réinvention du récit national (Pagès-El Karoui, 2014) et a resserré les liens des émigrés avec leur patrie d'origine, même chez les secondes générations (Premazzi *et al.*, 2013 ; Soudy, 2013). Ainsi Ahmed, un Égypto-Américain de quarante-quatre ans qui vit à Washington déclare :

« Parce qu'il y avait de quoi être fier, les Égyptiens faisaient quelque chose d'historique [...]. Comment ne pas se sentir fier ? Si des gens ordinaires, qui ne sont pas des Arabes, qui ne sont pas des Égyptiens, regardait l'Égypte avec une immense fierté et comme une source d'inspiration, comment, moi un Égyptien, je ne pourrai pas ressentir cette fierté ? Dans mon esprit, j'ai toujours ressenti que le nationalisme égyptien, le nationalisme moderne, était trop réducteur car trop chauvin, avec ce discours sur les 7 000 ans d'histoire, les Pharaons... [...] Tout d'un coup, il y a quelque chose dont je pouvais être fier » (Soudy, 2013 : 139)²⁶.

26 Traduction de l'auteur.

Cette réactivation de la fierté nationale a pu être le moteur de retours, certains émigrés souhaitant ardemment participer à la transition démocratique. Pour ceux qui ne rentrent pas, le recours au drapeau égyptien devient un marqueur identitaire : il s'affiche dans la voiture, dans l'appartement et témoigne de cette fierté patriotique.

Engagements transnationaux

Comment les Égyptiens de l'étranger ont-ils vécu le processus révolutionnaire ? Les personnes interrogées disent avoir passé beaucoup de temps devant la télévision et sur les réseaux sociaux. Grâce à Internet, les émigrés pouvaient suivre les événements en cours et communiquaient avec les manifestants. Une analyse de plus de 3 millions de tweets contenant six mots-clés (*hashtags*) liés aux révoltes arabes (comme « #egypt » ou « #sidibouzid » par exemple) a démontré qu'un très grand nombre de messages étaient transférés par des expatriés (Zhuo *et al.*, 2011). De façon générale, beaucoup des expatriés concernés ont participé aux manifestations de rue organisées dans les pays occidentaux, s'investissant pleinement dans une politisation transnationale (Müller-Funk, 2014)²⁷. Cependant, Ricci (2013) montre qu'ils ont été nombreux à ne suivre les événements que depuis Facebook. Ainsi, un militant égyptien vivant à Paris déplore que la grande majorité de ses concitoyens en France relève du « parti canapé », expression très explicite...

Les Égyptiens de l'étranger se souviennent des dix-huit jours, comme un moment vécu intensément et qui a parfois bouleversé leur vie sociale : des nouvelles amitiés se sont nouées, des couples se sont formés ou séparés, des colocations ont été décidées, des trajectoires migratoires ont dévié. Pour Mohamed, arrivé en France en 2000 et qui n'avait que peu de liens avec les Égyptiens de Paris, son engagement dès le 25 janvier 2011, lors du premier rassemblement²⁸ à Châtelet, a été l'occasion de renouer avec ses concitoyens²⁹. Alors que la place Tahrir devenait un nouveau forum citoyen, les débats politiques se multipliaient à l'étranger et sur les réseaux sociaux. En France, de très nombreuses associations se créent dans le sillage de la révolution (Comité de Solidarité avec la lutte du peuple égyptien, Association des Jeunes du 25 janvier, Mouvement de la Place Tahrir, etc.). Les États-Unis connaissent un processus similaire : l'*Egyptian American Rule of Law Association* (EARLA) s'investit dans la promotion de l'État de droit en Égypte ; l'*American-Egyptian Strategic Alliance* (AESA) veut peser sur les relations politiques entre les États-Unis et l'Égypte, afin d'encourager la sécurité, la stabilité et la prospérité mutuelle des deux pays et favoriser les valeurs démocratiques ; un groupe d'entrepreneurs lance NEGMA (Networking, Entrepreneurship, Growth, Mobilization, & Action), lors de sa conférence inaugurale en mars 2012 au MIT (Massachusetts Institute of Technology) dans le but de mettre en relation les businessmen égyptiens avec

27 Voir aussi l'article de Célia Lamblin dans ce numéro.

28 Il est, en revanche, beaucoup plus compliqué d'exprimer publiquement son soutien au processus révolutionnaire dans les pays arabes. Ainsi Ayman, un ingénieur de trente-quatre ans qui vit à Dubaï depuis 2008, a voulu organiser une manifestation de soutien, après le 25 janvier. Il en a été vite dissuadé par la police à qui il avait pourtant demandé l'autorisation de le faire (entretien à Dubaï, février 2014).

29 Entretien à Paris en juin 2015.

leurs confrères expatriés (Soudy, 2013). On soulignera cependant que, passé la période d'un certain enthousiasme révolutionnaire, nombre de ces initiatives ont périclité ou disparu.

En réalité, seule une minorité d'émigrés s'est sérieusement engagée, en rentrant en Égypte ou en militant dans le pays d'accueil, dans le processus révolutionnaire, la grande majorité des émigrés se contentant d'être des spectateurs attentifs et passionnés des changements en cours. Il est encore trop tôt pour évaluer plus précisément l'implication des Égyptiens ayant vécu à l'étranger dans le déclenchement de la révolution, mais celle-ci est importante, tout comme le développement des réseaux transnationaux chez les activistes égyptiens (Abdelrahman, 2011). Lors des entretiens menés au Caire en septembre 2011, auprès de migrants retournés de France, tous disaient avoir participé aux manifestations de la place Tahrir et soulignaient qu'une grande partie des manifestants avaient eu une expérience à l'étranger.

La révolution, un accélérateur de « diasporisation »³⁰ ?

En ce qui concerne les Égyptiens, il est difficile de parler de diaspora, au sens strict, car les « communautés » à l'étranger sont très éclatées et peu structurées, à l'exception des coptes (Pagès-El Karoui, 2012b ; Severo et Zuolo, 2012). Au début du processus révolutionnaire, on a pu penser que les changements politiques en cours auraient permis d'amorcer un processus de diasporisation autour de références nationales communes. Juste avant 2011, Mohamed El Baradei, ancien dirigeant de l'Agence internationale de l'énergie atomique et prix Nobel de la paix, était devenu une figure illustre des Égyptiens à l'étranger. Il s'était positionné comme un candidat alternatif à Moubarak, aux futures élections présidentielles, un défenseur des droits des émigrés : l'une des mesures phares de son mouvement *National Assembly for Change* était le droit de vote des Égyptiens de l'étranger (voir infra). En 2010, il avait réussi à mobiliser de nombreux Égyptiens lors de conférences à Londres, Washington, New York et Boston.

Après la chute de Moubarak, un sentiment prévaut, celui d'un lien entre les Égyptiens de l'étranger, tant aux États-Unis qu'au Qatar (Soudy, 2013). En France, l'idée de « faire communauté » fait son chemin, alors que c'était plutôt l'adage « Méfie-toi des Égyptiens à l'étranger » qui prédominait lors des entretiens réalisés avant 2011. Le même sentiment de ne « faire qu'un » en effaçant les différences qui a dominé pendant les dix-huit jours sur la place Tahrir, a pu animer les Égyptiens en France. S'opèrent des rencontres inédites entre Égyptiens de mondes différents, des sans-papiers du bâtiment avec des Égyptiens plus éduqués, étudiants ou cadres. L'appartenance commune est exaltée, même si les

30 Depuis les années 1990, le concept de diaspora a été utilisé très fréquemment pour évoquer toute forme de dispersion massive d'un groupe parvenant à maintenir des liens avec le territoire d'origine et le sens d'une identité commune au-delà de ce territoire. En découlent de multiples efforts de définitions de la diaspora, à partir de critères variés (dispersion, lien fort avec le pays d'origine et désir de retour, conscience de l'unité du groupe et mémoire collective, existence d'institutions permettant de relier entre eux les différents pôles de la diaspora et le territoire d'origine, etc.). Les travaux de Dufoix (2003) ont insisté sur la nécessité de dissiper la triple illusion de l'essence, de la communauté et de la continuité des diasporas, invitant à une analyse des processus d'identification, de différenciation et d'historicité de ces constructions sociales. C'est à ce dernier point que se réfère le processus de « diasporisation ».

tensions sociales, politiques ou de genre restent vivaces : une jeune femme de la bourgeoisie égyptienne reçoit deux claques d'un marchand de légumes à qui elle a demandé de ne pas crier « Mort aux juifs » dans ses slogans³¹. La croyance dans le mythe de l'unité nationale existe, mais avec moins de conviction que sur la place Tahrir. À cela, plusieurs raisons. D'abord, parce que la peur de la répression en Égypte a alimenté cet imaginaire collectif ; en France, la peur était bien moins forte, même si pour les sans-papiers, manifester signifiait prendre le risque de se faire arrêter. Ensuite, parce qu'à Paris, les lieux d'expression du soutien au processus révolutionnaire ont été d'emblée multiples (comme en Égypte) : fontaine des Innocents à Châtelet, dans la continuité du mouvement tunisien qui s'était déjà rassemblé là ; place du Trocadéro ; ambassade d'Égypte (occupée pendant plusieurs jours) ; Belleville, etc. Mais aucun lieu n'a accédé au statut d'espace public iconique, comme la place Tahrir qui a incarné symboliquement le mythe unitaire.

Ces tensions ont été visibles dès le début : ainsi on a pu voir des manifestations concurrentes qui partaient le même jour, de lieux différents. Autre exemple de tensions, dans une association franco-égyptienne créée pour soutenir la révolution égyptienne, des militants égyptiens n'acceptent pas la tutelle de certains responsables français ayant vécu en Égypte et s'estiment spoliés : « *C'est notre révolution. On nous vole quelque chose* »³². Très vite, le rêve d'unité s'effrite, l'ardeur révolutionnaire se transforme en « micromouvements »³³, les associations se déchirent et se divisent autour de deux ou trois membres, pris dans des luttes d'égos (Ricci, 2013). Ces clivages achèvent de se creuser après la destitution de Morsi et les tensions de la société égyptienne s'exportent à l'étranger. À Paris, les incidents entre pro-Frères musulmans et les autres se multiplient et conduisent à la fermeture du centre culturel égyptien du boulevard Saint Michel. Lors d'une conférence à l'Institut du Monde Arabe (IMA), en octobre 2013, le romancier égyptien, Alaa Al-Aswany est violemment pris à partie par les partisans de Morsi, ce qui conduit les agents de la sécurité à l'évacuer de la salle. Si le souhait de s'organiser autour de l'appartenance commune à la nation égyptienne, un temps ébauché dans l'enthousiasme des premiers moments, n'est plus à l'ordre du jour, en revanche, émerge une nouvelle pratique politique transnationale : le vote à distance.

Le vote des Égyptiens à l'étranger, une innovation post-révolutionnaire

Le renouveau des études sur le vote à distance dans le monde et en particulier dans le monde arabe (Lafleur, 2013 ; Collyer, 2014 ; Jaulin, 2014) se propage timidement à l'Égypte (El Baradei, 2012 ; Brand, 2013)³⁴. C'est pourtant l'un des symboles forts de la transition politique, une traduction de ce nouvel imaginaire

31 Entretien à Paris en juin 2015.

32 Propos rapportés lors d'un entretien à Paris en juin 2015.

33 Entretien à Paris en juin 2015. Voir aussi Ricci (2013).

34 Cependant, les articles récents sur les élections égyptiennes post-2011 (Bianchi, 2012 ; Catusse, 2012 ; Rougier et Bayoumi, 2015) ne mentionnent jamais cette innovation post-révolutionnaire acquise en octobre 2011. En réalité, la loi 73 de 1953, amendée par la loi 173 de 2005, autorisait le droit de vote dans les consulats, mais rien n'avait été fait pour la mettre en application. Ce droit sera confirmé par la Constitution de 2012.

de l'égalité des citoyens, même si le vote à l'étranger n'est pas forcément signe de démocratie et si l'élection du maréchal Sissi a arrêté net le processus de transition. Pour autant, ce nouveau droit pour les expatriés témoigne de l'élargissement des frontières, de la citoyenneté égyptienne et de la pugnacité de la société civile égyptienne, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, pour obtenir ce droit.

La traditionnelle méfiance envers les Égyptiens de l'étranger

La suspicion des autorités envers la loyauté des Égyptiens de l'étranger a toujours été forte, même si elle a pu varier légèrement selon l'autorité au pouvoir, après 2011, l'armée ou les islamistes. Dans la déclaration constitutionnelle de 2011, promulguée par le Conseil supérieur des forces armées, l'article 26 durcit les critères d'éligibilité du président en termes de nationalité : « Le président de la République qui serait élu devra être égyptien et descendant de parent égyptien, jouissant de ses droits civiques et politiques et ne devra pas porter ni lui ni ses parents une nationalité étrangère, ne pas être marié à une personne non égyptienne et ne pas être âgé de moins de quarante ans »³⁵. Hazem Salah Abou-Ismael, un candidat salafiste au discours violemment anti-américain, en fera d'ailleurs les frais, au motif que sa mère, alors décédée, avait détenu un passeport américain. Le président du comité chargé de réviser la constitution explique ces critères par le fait qu'ils sont ceux des écoles militaires et doivent en conséquence s'appliquer au candidat présidentiel (Soliman, 2011).

Cette vision nationaliste (et militaire) de la citoyenneté paraît totalement inadaptée à la réalité migratoire égyptienne contemporaine. Elle est doublement exclusive car elle écarte du récit national, à la fois les Égyptiens d'origine étrangère, qui en sont pourtant des acteurs à part entière, mais aussi les Égyptiens vivant à l'étranger, comme si le fait de quitter le territoire conduisait inexorablement à l'érosion du sentiment national. Cette position est critiquée par le politologue Samer Soliman qui s'engage pour l'intégration des Égyptiens de l'étranger, rappelant combien le développement de la Chine et d'Israël repose en grande partie sur les compétences de communautés expatriées et des binationaux :

« The "conspiracy" against Egyptians abroad continues. Frankly speaking, sidelining Egyptians living abroad is not because of doubts about their patriotism but because of their potential. They are "suspected" of being competent and therefore pose a threat to the quasi-talented in government positions. They are also "suspected" of not succumbing to the authorities or being guided to vote in a certain way because their living standards are high and they are beyond the reach of the state security agency that continues its operations under other names » (Hafez et Khaly, 2012 : 17).

La nouvelle Constitution égyptienne adoptée en décembre 2012, sous la présidence de Morsi supprime la nécessité que les parents du candidat ne soient pas des binationaux, mais le président ne peut toujours pas être un binationnel, ni être marié à une personne non égyptienne. En revanche, la contribution économique des émigrés au développement de leur patrie est, elle, fortement encouragée. Enfin, lors de la dernière Constitution, votée en 2014, après l'éviction de Morsi, on revient à une vision encore plus restrictive, car ni le candidat, ni ses parents, ni son épouse, ne doivent avoir obtenu une autre nationalité.

35 URL : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/eg2011a.htm>

Les Égyptiens à l'étranger se mobilisent pour obtenir le droit de vote

En octobre 2011, la cour administrative a confirmé le droit de vote à distance, suite à deux procès, dont l'un intenté par un groupe d'Égyptiens vivant à l'étranger, dont la célèbre romancière Ahdaf Soueif, avec l'appui du Hisham Mubarak Law Centre. La mobilisation a été orchestrée sur les réseaux sociaux et notamment Twitter (avec le hashtag « #EgyAbroad » et « #right2vote »), afin de coordonner les actions en Égypte dans les divers pays d'accueil. En octobre 2011, plusieurs manifestations étaient organisées simultanément devant des ambassades et consulats à Londres, Washington, New York et Paris³⁶. Ce nouveau droit a été acquis grâce à une intense mobilisation des citoyens égyptiens, à l'étranger comme en Égypte et il a modifié les relations qu'entretenaient les Égyptiens avec les institutions représentant leur État à l'étranger. Ils ont passé outre leur traditionnelle méfiance vis-à-vis de leurs ambassade et consulat et sont allés s'enregistrer massivement dans les ambassades, dans l'espoir d'avoir bientôt la possibilité de voter³⁷.

Premières élections

Aux élections législatives 2011-2012, les Égyptiens à l'étranger ont pu voter pour la première fois : 355 500 votants sont inscrits dans 163 pays différents, dont 142 700 en Arabie saoudite. Contrairement à la Tunisie, ils ne disposaient pas de représentants : leur voix était reportée dans le district de leur dernière résidence en Égypte. Pour les présidentielles de 2012, le site officiel des élections égyptiennes³⁸ indique que sur les 586 803 inscrits, 311 875 personnes ont effectivement participé au vote du premier tour. Ces chiffres de votants semblent bas, face aux millions d'Égyptiens qui vivent à l'étranger, mais il faut rappeler que la faible participation est une constante du vote à distance et de fait, le taux de participation est plus élevé à l'étranger qu'en Égypte : 53,6 % contre 47 % au premier tour, tandis que les taux convergent autour de 52 % pour le second tour (voir Tableaux 1 et 2). De plus, de fortes contraintes ont limité l'exercice de ce droit : d'abord, ne peuvent voter que ceux qui disposent d'une carte d'identité, ce qui n'est pas le fait de tout le monde, ensuite le nombre restreint de bureaux de vote limités aux ambassades et quelques consulats, empêche un grand nombre de votants de se déplacer, compte tenu de la trop grande distance. Enfin, les votants devaient présenter leur permis de résidence, ce qui exclut de fait les sans-papiers de l'élection.

36 El Gundy (2011) In an historic ruling, Egyptian court confirms voting rights for millions of expats, 25/10/2011, *Ahramonline*, [online]. URL: <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/25116/Egypt/Politics-/In-a-historic-ruling,-Egyptian-court-confirms-voti.aspx>

37 Pour autant, la méfiance vis-à-vis des autorités consulaires persiste après 2011, ce qui transparaît clairement dans les entretiens menés avec des Égyptiens en France et aux Émirats.

38 Site officiel du Haut Comité pour les Élections (HCE), en arabe : <https://www.elections.eg/>

Tableau 1 : Élections présidentielles de 2012 (1^{er} tour)³⁹

	Suffrages exprimés	Taux de participation	Vote islamiste	Vote ancien régime	Vote gauche
Égyptiens de l'étranger	311 875	53,6 %	62,7 %	21,3 %	15,9 %
Total Égypte	27 153 030	47 %	43,3 %	35 %	21,5 %

Source : Données du Haut Comité pour les Élections.
URL : <http://pres2012.elections.eg/index.php/round1-results>

Tableau 2 : Élections présidentielles de 2012 (2^{ème} tour)

	Suffrages exprimés	Taux de participation	Morsi	Shafiq
Égyptiens de l'étranger	301 720	53,3 %	74,9 %	25,1 %
Total Égypte	25 577 511	52 %	51,7 %	48,3 %

Source : Données du Haut Comité pour les Élections.
URL : <http://pres2012.elections.eg/index.php/round2-results>

L'enthousiasme des émigrés à exercer leur nouveau droit s'est traduit par de longues files d'attente devant les ambassades et consulats du monde entier, mais surtout dans les villes du Golfe qui abritent les plus grandes communautés égyptiennes. Comme les manifestations y sont interdites, les expatriés n'avaient pas pu exprimer publiquement jusqu'alors leur participation aux changements extraordinaires dans leur pays. Voilà donc une situation inédite : les Égyptiens donnant publiquement une leçon de démocratie aux pays du Golfe qui pourtant redoutent la « contagion » révolutionnaire. Parmi la quarantaine d'Égyptiens interrogés à Dubaï, une très grande majorité a participé aux élections, seules quelques femmes ont déclaré ne pas avoir voté et ne pas s'intéresser à la politique. En revanche, certaines personnes ont avoué s'être abstenues au deuxième tour de l'élection présidentielle, opposant Morsi, le candidat des Frères musulmans, à Shafiq, le représentant de l'ancien régime⁴⁰. La traduction de cette abstention est que le nombre de voix diminue (voir Tableau 2).

Quels ont été les résultats du vote⁴¹ ? Les émigrés ont-ils voté différemment de leurs concitoyens ? L'hypothèse généralement admise est que les émigrés vivant dans des pays occidentaux auraient tendance à être plus libéraux que ceux vivant dans le Golfe, plus conservateurs (Fargues, 2011). Le cas de la Tunisie offre un contre-exemple : les électeurs de la diaspora ont suscité la surprise, car

39 Pour une plus grande lisibilité, ont été agglomérés sous « vote islamiste », les résultats de M. Morsi, AM. Aboul Fotouh, MS. al Awa, A. al Ashal ; sous vote « ancien régime ou *fulûl* » A. Moussa, A. Shafik, H. Khairallah, M. Galal, MF Eissa ; et pour la gauche, H. Sabahi, Kh. Ali, A. al Hariri, H. al-Bastawisi.

40 Général de l'armée de l'air, il a été Premier ministre de Moubarak en février 2011.

41 Sur le site Internet du Haut Comité pour les Élections, les résultats sont affichés par districts (*markaz*) pour les deux tours, ce qui correspond à un niveau détaillé, mais curieusement, les Égyptiens de l'étranger sont agglomérés. Pour cartographier le vote de la diaspora, on a utilisé des données constituées à partir de résultats parus dans la presse (cf. URL : <http://egyptianchronicles.blogspot.fr/2012/05/egyelections-egyptian-expats-vote-round.html>).

les islamistes ont remporté des scores équivalents à l'intérieur, comme à l'extérieur, alors que la majorité vit dans des pays européens, notamment en France⁴². Dans le cas égyptien, l'hypothèse semble fonctionner, car le vote islamiste est plus important à l'étranger qu'en Égypte, les Égyptiens du Golfe et surtout de l'Arabie saoudite constituant la grande majorité des votants (cf. Carte 1)⁴³. Mais, la situation varie d'un pays à l'autre. Le vote « islamiste » réussit ses meilleurs scores en Arabie saoudite, Bahreïn, Qatar et Oman, tandis qu'aux Émirats et à Koweït, son succès est plus mitigé, introduisant une nuance au sein des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), trop souvent considéré comme une entité régionale homogène. Les partisans de l'ancien régime sont plus nombreux en Grèce, aux Pays-Bas, en Australie et aux États-Unis. Dans ces deux derniers pays, la présence de nombreux coptes, redoutant une victoire islamiste, a eu certainement un impact sur le scrutin.

Au deuxième tour, la tendance se confirme : les Égyptiens de l'étranger votent à 74,9 % pour Morsi, très peu de gouvernorats en Égypte obtiennent des scores aussi hauts (sauf des bastions des Frères musulmans, comme le Fayyoub), la moyenne étant de 51,7 %. En Arabie saoudite, des membres des Frères musulmans ont soudoyé des immigrés pauvres et les ont transportés en bus, pour voter, signe que les pratiques courantes de fraudes et de clientélisme perdurent selon deux de nos interlocuteurs⁴⁴.

Une contribution financière renforcée des émigrés

Les transferts d'épargne des émigrés atteignent 20 milliards de dollars en 2014 et représentent 7 % du PIB de l'Égypte qui est le premier pays arabe récepteur de remises et le sixième dans le monde. Le graphique 1 témoigne de la très forte hausse des transferts après 2011. Cette manne est devenue trois fois plus importante que les revenus du canal de Suez. On observe une hausse irrégulière dans les années 1970-1980, une stagnation dans les années 1990, après la guerre du Golfe qui a vu beaucoup d'Égyptiens rentrer chez eux et enfin, une forte hausse, à partir de 2004 dont la tendance est ralentie par deux événements, en 2009, suite à la crise économique de 2008, et en 2013, avec le retour de 300 000 migrants d'Arabie saoudite, conséquences des politiques de lutte contre l'immigration illégale.

Même si la hausse était enclenchée avant 2011, la révolution a visiblement joué un rôle crucial : le retour de certains migrants (Libye, Arabie saoudite, etc.) qui ont rapatrié leur argent a pu gonfler ponctuellement les transferts. Ces retours qui se traduisent ensuite par une baisse des remises ont été compensés par d'autres départs, tandis que les expatriés ont soutenu leur effort de solidarité envers leurs proches, durement touchés par la crise économique qui n'a fait qu'empirer depuis 2011. Cette manne est particulièrement bienvenue à un moment où l'Égypte souffre cruellement de devises. Faut-il voir dans cette hausse le succès des initiatives qui se sont multipliées pour canaliser les

42 Voir l'article de Thibaut Jaulin dans ce numéro.

43 Les Égyptiens d'Arabie saoudite représentent 45 % des inscrits et ceux du CCG, 83 %.

44 Entretiens au Caire et à Dubaï en 2015. <http://egyptianchronicles.blogspot.fr/2012/05/egyptelections-egyptian-expats-vote-round.html>

Carte 1 : Le vote à distance des Égyptiens (1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2012)

Nombre de suffrages exprimés à l'étranger
(1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2012 en Égypte)

Part des types de votes

Islamiste Gauche Ancien Régime

Cartographie : Thomas Honoré, 2015.

Source : Compilation des résultats parus dans la presse. URL : <http://egyptianchronicles.blogspot.fr/2012/05/egyelections-egyptian-expats-vote-round.html>

remises⁴⁵ ? Plusieurs associations d'Égyptiens vivant à l'étranger ont organisé des campagnes de mobilisation : l'Egyptian American Cultural Association (EACA) a lancé des appels de fonds pour soutenir les familles des martyrs (Soudy, 2013). Aux Émirats, la banque Misr a offert la gratuité des transferts d'argent pendant deux mois. La Banque centrale d'Égypte a ouvert un compte en banque où les Égyptiens de l'étranger pouvaient déposer de l'argent pour soutenir la bourse et améliorer les réserves de change du gouvernement (Abdelfattah, 2011). Ensuite, la politique de Morsi n'a pas dévié de ses prédécesseurs comme en témoigne la vidéo qu'il tourne en anglais à destination des Égyptiens travaillant à l'étranger⁴⁶. Depuis, Sissi n'a cessé d'aller dans le même sens : lorsqu'il lance le projet du doublement du canal de Suez, il appelle à la participation de tous les Égyptiens et à la solidarité des expatriés.

Graphique 3 : Évolution des transferts d'épargne des émigrés égyptiens (1977-2014)

Source : Banque Mondiale. URL : <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>

45 Les expatriés ont aussi été incités à rentrer au pays pour soutenir le tourisme fortement affecté.

46 URL : <https://www.youtube.com/watch?v=NPj0K6douaU>

Conclusion

Le bilan des conséquences du printemps arabe sur les migrations égyptiennes est très complexe à établir parce qu'on ne dispose pas de statistiques fiables pour les pays du Golfe, premier pôle d'attraction et qu'il varie en fonction des temporalités (par exemple, l'exode des Frères musulmans à l'automne 2013, suite à la destitution de Morsi), des groupes sociaux (proportionnellement, les coptes ont plus tendance à partir) et des pays de destination. Le champ migratoire n'est pas vraiment déstabilisé par la révolution, même si de nouvelles restrictions apparaissent envers certaines destinations, en raison de la situation géopolitique en Libye ou de nouvelles politiques publiques dans le Golfe, qui répondent à la crainte de la diffusion de la contestation. Si 2011 ouvre indéniablement un nouveau cycle de l'histoire des migrations égyptiennes, l'impact global est bien moindre qu'en Syrie, où les vagues de réfugiés conduisent à une crise humanitaire au Moyen-Orient, d'abord et, dans une moindre proportion, en Europe. Le retour à un autoritarisme et la situation économique fortement dégradée continueront à alimenter des départs, d'autant que le pays s'enferme dans un cycle de violences, avec une situation quasi insurrectionnelle dans le Sinaï et une instabilité généralisée, où les problèmes de sécurité deviennent plus prégnants.

Le moment post-2011 correspond à une nouvelle période pour l'émigration égyptienne, qui se traduit par l'intensification des pratiques transnationales, par un processus interrompu de « diasporisation », et plus globalement par une visibilité accrue des communautés égyptiennes à l'étranger. La force des connexions transnationales a réactivé les liens qu'entretenaient les migrants ou leurs descendants avec leur patrie d'origine. L'émigration ne signifie donc pas une défection qui aurait fait disparaître toute loyauté envers le pays d'origine, pour reprendre les termes d'Hirschmann (1970) : l'obligation morale de participer au développement de son pays a été le moteur de nombreux retours dans les premiers temps et semble s'être traduite dans la hausse des remises. L'octroi du droit de vote à distance pour les émigrés témoigne de cet élargissement de l'imaginaire national, allant vers plus d'égalité entre les citoyens.

Contrairement à bien d'autres pays de la région qui ont vu l'effondrement de l'État, l'effritement du sentiment national et un retour aux identités primaires, le récit national égyptien ressort renforcé de la crise. C'est même un sursaut nationaliste qui a permis le retour à l'autoritarisme. L'imaginaire national, revivifié par l'esprit de Tahrir, mais qui n'est aujourd'hui plus porté que par une petite poignée de militants, reste traversé par de profondes contradictions. L'option nationaliste a été adoptée par la grande majorité des Égyptiens, qui la considère comme le seul rempart contre le désastre qui règne sur tout le Moyen-Orient.

➤ Références bibliographiques

Abdelfattah Dina (2011) *Impact of Arab Revolts on Migration*, CARIM Analytic and Synthetic Notes 2011/68, [online]. URL: <http://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/19874/ASN2011-68.pdf?sequence=1>

Abdelrahman Maha (2011) The Transnational and the Local: Egyptian Activists and Transnational Protest Networks, *British Journal of Middle Eastern Studies*, 38 (3), pp. 407-424.

Anderson Benedict (2006) *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres, New York, Verso (édition révisée), 240 p.

Beaugrand Claire (2013) Réforme du marché du travail en Arabie saoudite, *Orient XXI*, [en ligne] consulté le 10/06/2015. URL : <http://orientxxi.info/magazine/reforme-du-marche-du-travail-en-arabie-saoudite,0304>

Bianchi Robert (2012) Egypt's revolutionary Elections, *The Singapore Middle East Papers*, 2, 60 p.

Brand Laurie (2014) Arab uprisings and the changing frontiers of transnational citizenship: voting from abroad in political transition, *Political Geography*, 41, pp. 54-63.

Catusse Myriam (2012) Tunisie et Égypte aux urnes ! Révolution ou restauration de la sociologie électorale ?, *Confluences Méditerranée*, 82 (3), pp. 29-50.

Collyer Michael (2014) Inside out? Directly elected special representation of emigrants in national legislatures and the role of popular sovereignty, *Political Geography*, 41, pp. 64-73.

De Bel-Air Françoise (2014) Les migrations, un facteur de soulèvement des « printemps arabes » ?, in M'hamed Ouadi, Delphine Pagès-El Karoui et Chantal Verdeil Eds., *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, pp. 249-267.

Dufoix Stéphane (2003) *Les diasporas*, Paris, Presses universitaires de France, 127 p.

El Baradei Laila, Wafa Dina and Ghoneim Nashwa (2012) Assessing the Voting Experience of Egyptians Abroad: Post the January 25 Revolution, *Journal of US-China Public Administration*, 9 (11), pp. 1223-1243.

Fargues Philippe (2011) International Migration and the Demographic Transition: A Two-Way Interaction, *International Migration Review*, 45 (3), pp. 588-614.

Fargues Philippe (2000) *Génération arabes : l'alchimie du nombre*, Paris, Fayard, 349 p.

Fargues Philippe and Fandrich Christine (2012) *Migration after the Arab spring*, MPC Research Report 2012/09, [online] last checked on 10/06/2015. URL: [http://www.migrationpolicycentre.eu/docs/MPC 2012 EN 09.pdf](http://www.migrationpolicycentre.eu/docs/MPC%2012%20EN%2009.pdf)

Ghonim Wael (2012) *Révolution 2.0 : le pouvoir des gens, plus fort que les gens au pouvoir*, Paris, Steinkis, 384 p.

Hafez Hend and Ghaly Ayman (2012) *The Effect of the Arab Spring on Migration Flows in Egypt*, MPC Research Report 2012/05, American University of Cairo, 21 p.

Hirschman Albert (1993) Exit, voice, and the fate of the German Democratic Republic. An Essay in Conceptual History, *World Politics*, 45 (2), pp. 173-202.

Hirschman Albert (1970) *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations and states*, Cambridge Mass London, Harvard Press, 162 p.

IOM (2013) *Policy in Brief-Two years after the crisis: returnees from Libya revisited*, 10 p., [online] last checked on 01/06/2015. URL: http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=36&products_id=923&language=fr

IOM (2011) *Egypt after January 25: Survey of Youth Migration Intentions*, Cairo, 35 p., [online] last checked on 01/06/2015. URL: <http://www.egypt.iom.int/Doc/IOM%20%282011%29%20Egypt%20after%20January%2025%20Survey%20of%20Youth%20Migration%20Intentions.pdf>

Jaulin Thibaut (2014) Géographie du vote à distance : l'élection tunisienne de 2011 à l'étranger, *L'Espace politique*, 23, [en ligne] consulté le 11/06/2015. URL : <https://espacepolitique.revues.org/3099>

Lafleur Jean-Michel (2013) *Transnational Politics and the State. The External Voting Rights of Diaspora*, New York and London, Routledge, 190 p.

Levitt Peggy (1998) Social remittances: migration driven local-level forms of cultural diffusion, *International Migration Review*, 32, pp. 926-948.

Müller-Funk Lea (2014) Transnational Politics, women & the Egyptian revolution: examples from Paris, *Mashriq & Mahjar*, 2 (1), pp. 29-55.

Pagès-El Karoui Delphine (2015) L'Égypte après 2011, in Camille Schmoll, Hélène Thiollet et Catherine Wihtol de Wenden, *Les Migrations en Méditerranée*, Paris, éditions du CNRS, pp. 267-280.

Pagès-El Karoui Delphine (2014) 2011, L'odyssée de l'espace public égyptien, in M'hamed Ouadi, Delphine Pagès-El Karoui et Chantal Verdeil Eds., *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, pp. 269-291.

Pagès-El Karoui Delphine (2012a) Géographie du changement social en Égypte, *Echogéo*, 21, [en ligne]. URL : <http://echogeo.revues.org/13204>

Pagès-El Karoui Delphine (2012b) Égyptiens d'outre-Nil : des diasporas égyptiennes, *Tracés*, 2 (23), pp. 113-130.

Pagès-El Karoui Delphine et Vignal Leïla (2011) Les racines de la « révolution du 25 janvier » en Égypte : une réflexion géographique, *Echogéo*, Sur le Vif, [en ligne]. URL : <http://echogeo.revues.org/12627>

Pliez Olivier (2015) Libye, in Gildas Simon Éd., *Dictionnaire des migrations internationales*, Paris, Armand Colin, pp. 272-276.

Premazzi Viviana, Ambrosetti Elena, Cela Eralba and Fokkema Tineke (2013) The Arab Spring and the Return Intention of Egyptian Living in Italy, *International Journal of Middle East Studies*, 6 (2), pp. 109-131.

Ricci Simona (2013) *Sur les traces de la révolution égyptienne à Paris : associations, militants, migrants*, mémoire de Master 1 sous la direction de Nicolas Puig, Université Paris Diderot, 99 p.

Rougier Bernard et Bayoumi Hala (2015) Sociologie électorale de la séquence 2011-2013, in Bernard Rougier et Stéphane Lacroix Eds, *L'Égypte en révolution*, Paris, PUF, pp. 165-189.

Roussel Cyril (2012) Les migrations internationales de travail en Jordanie, *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient*, [en ligne]. URL : <http://ifpo.hypotheses.org/3491>

Samer Soliman (2011) What is suspect about Egyptians abroad?, *Ahramonline*, [online]. URL: <http://english.ahram.org.eg/NewsContentP/4/25786/Opinion/What-is-suspect-about-Egyptians-abroad.aspx>

Senovilla Hernandez Daniel (2013) *Mineurs isolés étrangers et sans protection en Europe. Rapport comparatif final*, Rapport de recherche de l'enquête PUCAFREU, [en ligne], consulté le 07/07/2015, URL : <http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/PUCAFREU/PUCAFREU%20rapport%20comparatif%20FR.pdf>

Severo Marta and Zuolo Eleonora (2012) Egyptian e-diaspora: Migrant websites without a network?, *Social Science Information*, 51, pp. 521-533.

Soudy Nada (2013) *Expatriates versus immigrants: a comparative study of second-generations Egyptians in Qatar and the United States*, MA Thesis, Georgetown University, 176 p.

Soueif Ahdaf (2012) *Cairo: My City, Our Revolution*, Londres, Bloomsbury Publishing PLC, 224 p.

Thiollet Hélène (2013) Migrations, Exils et Printemps Arabes, *Afrique du Nord-Moyen-Orient 2013-2014*, Paris, La Documentation française, pp. 133-146.

Zhuo Xiaolin, Wellmann Barry and Yu Justine (2011) Egypt: The First Internet Revolt?, *Peace Magazine*, [online] last checked on 15/06/2012. URL: <http://peacemagazine.org/archive/v27n3p06.htm>

Zohry Ayman (2013) Egypt's International Migration After the Revolution: Is there any change?, *Confluences Méditerranée*, 87 (4), pp. 47-54.

Zohry Ayman (2009) *The Impact of the Current Economic Crisis on Egyptian Migration and Egyptians Abroad*, Working Papers Series n° 2009/1, The Egyptian Society for Migration Studies.

Delphine Pagès-El Karoui

❦ Le « printemps arabe » : une révolution pour l'émigration égyptienne ?

Cet article examine l'impact des révolutions arabes sur l'émigration égyptienne, selon les temporalités qui ont scandé la vie politique entre 2011 et 2015. Pendant cette période, sont apparus de nouveaux flux, motifs d'émigration (instabilité, insécurité) et pratiques transnationales (vote à distance). Le moment post-révolutionnaire s'est traduit par l'intensification des pratiques transnationales, par l'émergence ponctuelle d'un processus de diasporisation et, plus globalement, par une visibilité accrue des communautés égyptiennes à l'étranger. La force des connexions transnationales a réactivé les liens qu'entretenaient les migrants ou leurs descendants avec l'Égypte. L'émigration n'équivaut pas à une défection qui ferait disparaître toute loyauté : l'obligation morale de participer au développement de son pays a été le moteur de nombreux retours dans les premiers temps. Pour autant, le champ migratoire égyptien n'a pas été entièrement bouleversé par les révolutions arabes.

❦ The Arab Spring: A Revolution for the Egyptian Emigration?

This article examines the impacts of Arab revolutions on Egyptian emigration, according to the diverse temporalities which have rythmed the political life of the country and the region between 2011 and 2015. New flows, new reasons for migration (instability, insecurity), new transnational practices (voting from abroad) have occurred. During the post-revolutionary period, transnational practices have gained momentum, a soon-aborted construction of a diaspora has emerged, and moreover, Egyptian communities abroad have become more visible. The strength of transnational connexions has reactivated links between migrants or their descendants with Egypt. Emigration doesn't mean an exit which makes disappear all sense of loyalty: the moral obligation to participate to the development of their country has fuelled the return of many migrants in the early days of the revolution. Nevertheless, the Egyptian migration field has not been totally shaken by Arab revolutions.

❦ La « primavera árabe »: ¿una revolución para la emigración egipcia?

Este artículo examina el impacto de las revoluciones árabes en la emigración egipcia, según las temporalidades que han determinado el ritmo de la vida política entre 2011 y 2015. Durante este periodo han aparecido nuevos flujos, motivos de emigración (inestabilidad, inseguridad) y prácticas transnacionales (voto a distancia). El momento post-revolucionario se ha traducido en una intensificación de las prácticas transnacionales, a partir de la emergencia puntual de un proceso de diáspora y, de forma más global, a partir de una mayor visibilidad de las comunidades egipcias en el extranjero. La fuerza de las conexiones transnacionales ha reactivado los vínculos que mantenían los migrantes o sus descendientes con Egipto. La emigración no equivale a una deserción susceptible de hacer desaparecer toda lealtad: la obligación moral de participar al desarrollo del país fue el motor de numerosos retornos durante una primera etapa. A pesar de ello, el campo migratorio egipcio no ha sido completamente transformado por las revoluciones árabes.